

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 43 - 1 FRANC - 23-2-1972

LES ESPIONS DE L'U.N.E.S.C.O.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

REPONSE DE
MICHEL DÉON, écrivain

L'U.N.E.S.C.O. ET L'ESPIONNAGE

L'affaire Oleg Lialine a donné l'occasion à la Grande-Bretagne fin septembre de procéder à l'expulsion de 105 « diplomates » russes, qui se livraient à des activités d'espionnage.

Les presses occidentales se sont alors posé la question : où les services de l'Est vont-ils établir leur P.C. pour l'Europe occidentale ? et de suggérer que l'U.N.E.S.C.O. fournirait le relai.

Il semble bien que l'organisation communiste n'ait pas attendu les événements de septembre pour faire de la place Fontenoy une base confortable. L'U.N.E.S.C.O. est, depuis dix ans au moins, la couverture de nombreux espions d'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Entre les ambassades et le building de M. Maheu, il y a un chassé-croisé constant, discret ; certains disent « protégé ». Récemment le Quai d'Orsay était accusé d'être un peu trop protecteur par les responsables français du contre-espionnage. Mais « les ordres » ne viendraient-ils pas de plus haut ? Il faut avouer que la liste des suspects s'allonge et donne quelque crédibilité à la thèse selon laquelle de hautes personnalités fran-

çaises auraient toléré ou couvert la base rouge de l'U.N.E.S.C.O. ; sans compter les stagiaires des démocraties populaires dont la présence est imposée par certaines autorités dans tous les secteurs clé de l'économie française (E.D.F. à Chinon, C.E.A. à Saclay, etc.).

Pour ceux qui ne verraient dans ces thèses que malveillance, indiquons quelques noms sur lesquels le S.D.E.C.E. a bien voulu attirer l'attention : Vladimir Cihak, attaché adjoint à l'U.N.E.S.C.O., de juillet 1958 à juin 1962, commandant des services secrets tchécoslovaques et spécialiste des questions scientifiques ; Karel Pecinka, troisième secrétaire à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, d'avril 1962 à août 1966 ; Jaroslav Simek, à l'U.N.E.S.C.O., de décembre 1966 à octobre 1969, puis deuxième secrétaire à l'ambassade de Tchécoslovaquie. Alois Horsak, attaché commercial adjoint jusqu'au 2 décembre 1970 et Frantisek Korisko, troisième secrétaire à l'ambassade, ont fait moins de bruit que Alexei Krokhine, deuxième secrétaire à l'ambassade d'U.R.S.S., qui vient de regagner son K.G.B. d'origine, en compagnie de deux

autres secrétaires soviétiques jugés un peu trop voyants rue de Grenelle.

Mais que devient Koudriatsev, chef de la délégation soviétique à l'U.N.E.S.C.O. ?

Ancien ambassadeur de l'U.R.S.S. à Cuba et au Cambodge, il dirigeait le P.C. des services soviétiques pour l'Europe, place Fontenoy.

Le S.D.E.C.E., lassé de voir ses propres agents reçus par des « Comités d'accueil » dès qu'ils passent le rideau de fer, serait décidé à faire pression par des moyens appropriés pour mettre fin à la diffusion à la source ; à la D.S.T. d'autre part, avant d'être priés de prendre leur retraite, certains fonctionnaires iraient jusqu'à pousser quelques investigations, sans souci désormais de leur avancement...

Mais l'Ostpolitik a ses raisons que la raison...

M. Maheu, à l'U.N.E.S.C.O., assure qu'aucune démarche n'a été faite auprès de lui par le gouvernement français.

Nos ministres sont très occupés actuellement par des problèmes fiscaux...

Jacques CASADECA.

SAUVER PARIS

Pour un plan d'urbanisme imperturbable

C'est toujours le tour de la Tour, de poser chaque jour de nouveaux problèmes. Le dernier en date est celui de « l'écoulement urbain ». Je m'explique : il est prévu entre autres prévisions que ce haut-lieu des temps modernes abrite trente mille employés qui viendront pointer le matin, du fond de leurs lointaines banlieues, et repartiront le soir évidemment. La Police l'avait toujours prévu. Combien d'heures faudra-t-il pour absorber, puis « écouler » ce flot analogue à la population d'une petite ville de province ? C'est une sorte de problème des robinets ou de trains qui se rencontrent, tel qu'on en proposait jadis au certificat d'études. Vous donnez votre langue au chat ! Les technocrates aussi l'ont donnée, puis l'ont reprise, car il n'y a pas plus dispendieux qu'un technocrate quand il s'agit de brader les langues des autres, mais aussi de plus économe, quand il est question de la sienne.

Ils auraient donc conçu le projet de mettre en pièces la rue Bonaparte, goulot d'étranglement, pour faire, depuis l'avenue du Maine, une prestigieuse avenue qui, élargie, mènerait majestueusement jusqu'à la Seine les trente mille fourmis du soir et du matin, « au coude à coude », si j'ose cette image surréaliste. Il fallait évidemment trouver une solution absurde. Quand on part d'un axiome absurde, si l'on raisonne correctement on aboutit, avec une grande délectation de l'esprit, à une conclusion absurde. Prenons un exemple : « Les technocrates ont un crâne d'œuf — or mon concierge a un crâne d'œuf, donc tous les technocrates sont concierges », ou « tous les concierges sont technocrates ». Voilà un

syllogisme parfait, bien que dans l'axiome il y ait une généralisation abusive.

C'est pourquoi je me suis dit : ce qui manque aux urbanistes-technocrates de la « Tour prend garde », c'est l'audace. Béat, ne sois pas toujours si modeste, et va — hardiment — jusqu'au bout des conséquences. Tout le monde possède un plan, impose le tien, pourquoi pas ?

Voilà donc ce qui m'est apparu d'une logique imperturbable. Eventrer seulement la rue Bonaparte, c'est voir petit. Si l'on veut que l'avenue soit utile, il faut envisager de raser l'église de Saint-Germain-des-Prés, qui va faire bouchon. Puis, soyons sérieux, ces 30.000 employés qui, nez à dos, vont déboucher brutalement sur la Seine, sans préavis, risquent de tomber dedans. Voilà un génocide qu'il faut éviter à tout prix. Pourquoi ne recouvrirait-on pas la Seine d'un magnifique pavé pour en faire une sorte de chaussée romaine ? On me regarde avec commisération quand j'arrive à ce point de mon exposé, dont j'étais — je l'avoue — assez fière. Il paraît que je n'ai rien inventé du tout et que les **urbanistes** ont un projet de ce genre depuis pas mal de temps dans leurs tiroirs, mais que craignant la colère du bon peuple (utopie ! utopie ! le bon peuple avale tout), ils se l'étaient conservé sous le coude.

Bien ! devant de tels timorés, je décide donc de foncer. Nous paverons la Seine, et je trouverai des volontaires. Evidemment, il sera indispensable de jeter bas Notre-Dame de Paris, la Tour Saint-Jacques, le Palais de Justice, la Sainte-Chapelle, pour déboucher bride-abattue boulevard Magenta, mais quelle enfilade ! quels horizons ! et tout

ga en droite ligne, sans feux rouges, sans agents de ville, plus de maisons à droite ou à gauche pour nous boucher la vue. Raser Paris, quel merveilleux objectif humain ! Rien pour la pierre, tout pour l'homme.

Arrivés boulevard Magenta, nous pourrions être grands seigneurs, car l'homme a, parfois, le cœur nostalgique, et mal préparé aux nécessités qui n'ont pour but que de le rendre plus heureux et plus prospère, aussi, faisons-lui une concession, conservons-lui deux monuments dont la beauté altière réjouira son cœur fatigué par plusieurs heures de marche : la Gare du Nord qui est médiévale, et la Gare de l'Est, plutôt Régence. Là je crois qu'il n'y aura plus d'embouteillages, car dans cette Longue Marche, on aura quand même perdu, si les statistiques des ordinateurs ne se moquent pas du monde, au moins les deux tiers des effectifs. Alors, avec quels délices ces pèlerins du Progrès monteront-ils dans les wagons crasseux qui les mènent aux cités heureuses de Gennevilliers, d'Aubervilliers, de Villiers-le-Bel, tandis que ceux de Bois-Colombes, d'Asnières, de Courbevoie, s'engouffreront légèrement sur la gauche, en ligne droite néanmoins puisque nul immeuble ne sera là pour arrêter leur élan !

N'ai-je pas là conçu un plan logique, hardi et répondant parfaitement aux besoins des temps modernes ? N'ai-je pas été jusqu'au bout de l'axiome ? Des fâcheux me suggèrent que mon plan va coûter cher à l'Etat. Ah ! pourquoi Hitler n'a-t-il pas rasé Paris, il m'aurait tellement facilité la tâche.

Béatrice SABRAN.

Le voyage de Nixon en Chine : Yalta ou Canossa ?

Le nouveau camp du Drap d'Or contraindra les retrouvailles entre deux États qui s'ignoraient tout en se combattant : une inimitié qui ressemble fort à une brouille d'amour. Pendant tout le XIX^e siècle, les U.S.A. ont exercé une véritable fascination sur les jeunes intellectuels chinois, futurs cadres du Kuo Min Tang. Il faudra la guerre contre les Japonais, pendant laquelle les Américains arment les troupes nationalistes, puis la guerre civile, où les U.S.A. s'empêtreront dans des erreurs sans nombre, pour que le dialogue soit rompu avec le nouveau régime.

La guerre de Corée, à laquelle les Chinois prêteront la main, donne la parole aux armes entre les deux pays. Les U.S.A. appliqueront l'embargo commercial sur la Chine, feront de Taiwan une place avancée de leur système de défense, signeront des traités mutuels de défense avec nombre de pays asiatiques.

A l'intérieur, la névrose anti-chinoise sévit : un jeune politicien se distingue dans l'antimaoïsme : il se nomme Richard Nixon.

Un atomiste formé en Californie, Chien-Hsueh San, s'enfuit avec des documents secrets : il donnera la bombe atomique à sa patrie d'origine ; la Chine rentre dans le club nucléaire.

A partir de 1950, les deux pays pra-

tiquent la politique de l'escarmouche : le gouvernement chinois lance aux U.S.A., non la bombe atomique, mais... 497 « avertissements sérieux ». Le lien demeure cependant entre les deux pays, par les rencontres de Genève et de Varsovie, au nombre de 136 ; ces rencontres ont peut-être empêché l'aggravation du contentieux entre les deux pays.

Et pourtant, ces vingt années de guerre, d'invectives étalées à grand renfort de déclarations anticommunistes d'un côté, de rodomontades sur « le tigre de papier » de l'autre, ne pèsent pas lourd devant les réalités géopolitiques. Les ennemis directs et héréditaires de la Chine ne sont pas à Washington, mais à Moscou et à Tokio. Les premiers ont pris des territoires à la Chine au siècle dernier et entretiennent un nombre impressionnant de divisions sur l'Oussouri et toutes les polémiques idéologiques cachent mal cet antagonisme national. Les seconds sont les ennemis héréditaires des Chinois ; aujourd'hui, le dynamisme japonais rappelle les sombres années 1940 aux Chinois.

L'ennemi idéologique est peut-être à Washington, mais l'ennemi national a de multiples visages et encercle la Chine. S'il ne faut pas négliger les tensions idéologiques, combien plus importants sont les litiges entre nations, irréductibles aux constructions abstraites, puisque

fruits de l'histoire. Les répercussions de la rencontre sont d'ores et déjà prévisibles : de longues et difficiles négociations attendent les deux pays : le conflit indochinois, la coopération économique, Formose...

Les répercussions sur la politique intérieure des deux pays ne seront pas moindres : Mao et Chou En-laï ont dû éliminer Lin Piao et Huang Yung Sheng, hostiles au rapprochement sino-américain ; en cas d'échec des négociations, la dernière péripétie de la politique intérieure chinoise serait remise en question.

Quant à Nixon, il pense aux élections présidentielles de novembre : assurer « la paix pour une génération », comme il le proclame, nécessite bien un second mandat. Le lien politique-argent, si fort aux U.S.A., ne fait pas oublier les intérêts des industriels U.S. qui rêvent d'un marché de 700 millions de consommateurs...

Quant aux proclamations d'un monde « tripolaire », les observateurs ont mis longtemps à s'en apercevoir : le triangle a eu deux dates de naissance : la guerre de Corée qui a prouvé la capacité d'intervention de la Chine, et la première explosion atomique. Deux dates qui ont marqué l'avènement de la Chine comme grande puissance. M. Nixon ne fait qu'adapter le droit au fait. C'est d'ailleurs le prétexte de tous les Yalta.

7-8 AVRIL 1972 - GRENOBLE Conférence nationale universitaire

La C.N.U. de Grenoble marquera une nouvelle étape dans l'implantation royaliste au sein du monde universitaire. Le premier C.R.U. (octobre 1972) avait dessiné les lignes de forces d'une stratégie royaliste universitaire en proposant l'établissement de rapports nouveaux entre l'Université, la Région, la Profession, l'Etat.

Avec la C.N.U. de Grenoble, nous nous attacherons plus spécialement à l'étude du milieu étudiant, pour de mieux en mieux adapter les thèmes de notre combat à la réalité du monde universitaire et de la jeunesse.

Préparée par les différents groupes universitaires de la Nouvelle Action française, en collaboration avec tous ceux qui, pour quelque raison que ce soit, sont intéressés par nos recherches (enseignants et chercheurs en sociologie ou en science politique), la session se déroulera selon le plan de travail publié dans A.F.U. n° 172, page 9.

Chaque groupe organisé doit partici-

per à ce travail, au minimum faire une enquête pour nous faire connaître la situation exacte de chaque ville universitaire : campus, étudiants salariés, animation culturelle, conditions de vie, origine géographique et sociale des étudiants, etc. Le plan de travail est réparti entre les sections. Quant aux isolés, ils peuvent entreprendre un travail d'approfondissement sur tel ou tel point. Tous les intéressés s'adressent au Secrétariat National Universitaire de la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

Lieu : Saint-Hugues-de-Bivier, à six kilomètres de Grenoble (38 - Montbonnot). Cadre magnifique.

Prix : 25 F par jour (chambre, petit déjeuner, 2 repas).

Inscriptions : Les intéressés doivent nous écrire rapidement. Joindre 50 F tous frais compris pour la durée de la session (C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris).

SECRÉTARIAT NATIONAL
UNIVERSITAIRE.

NAF TELEX

• Le numéro télévisé de Chaban n'a convaincu personne. Le premier Ministre est un condamné en sursis... pour des raisons électorales et non morales, bien sûr !

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs
Abonnement soutien : 70 francs
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

N.A.F. — Les diverses expériences républicaines ont-elles été pour notre pays un bienfait ou une catastrophe ?

M. D. — Votre question n'offre de choix qu'entre deux extrêmes. Il est évident que les expériences républicaines n'ont été ni un bienfait, ni une catastrophe. Il y a des nuances. Les régimes républicains protègent mal les Français, les jettent dans des guerres absurdes ou dans des révolutions dont le fond de bêtise est incommensurable. Cela dit, c'est peut-être le prix à payer pour qu'un peuple devienne adulte, responsable, concerné par la chose publique et toujours sur le qui-vive quand il lui faut défendre ses droits et accomplir son devoir malgré les politiciens. Enfin les régimes républicains tolèrent une opposition, et dans cette opposition se forment les meilleurs esprits d'un pays.

N.A.F. — Quelles sont, selon vous, les causes de la crise de civilisation que nous traversons ? Quelle est la part de la démocratie dans cette crise ? Nous permettrait-elle d'en sortir ?

M. D. — La démocratie n'est pas plus responsable que la dictature de la « crise de civilisation » dont vous parlez et qui dure depuis 2.500 ans, avec des accès de fièvre et des périodes de repos. Cette crise est dans l'homme et dans son irrésistible besoin d'autodestruction. La démocratie ne protège pas l'homme de son propre vice, mais le laisse s'endurcir seul. La dictature, en mettant l'homme dans un parc à bébé, le maintient en état d'infantilisme. Le jour où une brèche se dessine, le nourrisson se jette dans tous les excès. Dix ans de gaulisme ont conduit à mai 68. Il faut choisir : un ordre présent, terne et sans initiative, ou la formation à long terme d'une intelligence instinctive assez solide pour se ressaisir seule et résister aux coups de boutoir.

La réponse de Michel DÉON

N.A.F. — Où en est l'intelligence française en cette seconde moitié du XX^e siècle ? Quel est son avenir ?

M. D. — L'intelligence française meurt de timidité et de présomption. Il lui manque du courage et de la liberté d'esprit. L'ordre lui fait peur, parce qu'elle n'en a vu (et n'en verra) que la caricature. Il est triste que l'ordre ait toujours été si ennuyeux et si moral quand nous l'avons rencontré. Le désordre est beaucoup plus favorable à l'intelligence. Il l'excite et l'invite à se surpasser. Toutefois, en préférant le désordre, l'intelligence française va au-devant d'un ordre beaucoup plus implacable que l'ordre libéral et modéré que j'aimerais lui voir proposer. Autrement dit, l'avenir n'est pas brillant et on comprend cette tentation du suicide qui est propre à l'Occident. Mais le monde moderne a-t-il besoin d'une intelligence ? Je n'en suis pas certain. Il a beaucoup plus besoin de savants et de médecins.

N.A.F. — Une monarchie est-elle souhaitable pour la France ?

M. D. — Monarchiste d'Action française depuis ma jeunesse, j'en suis arrivé aujourd'hui à ne pas savoir quoi vous répondre. Si je reste fidèle à cette idée, c'est qu'elle m'a semblé concilier admirablement deux des plus sûres aspirations de l'homme moderne : un maximum de liberté pour un minimum de contraintes. Mais, évidemment, tout dépend du monarque à placer sur le trône. Je crains que nous n'ayons pas ce monarque.

Les Orléans sont plus que suspects depuis quelques siècles et on ne me fera pas croire que l'actuel chef de la Maison de France ait l'indispensable sens de la tradition. Il s'est piteusement compromis avec le gaulisme et le radicalisme. Personne n'inspire moins confiance que ce politicien louvoyeur

qui s'est mouillé dans les combines les plus louches de ces trente dernières années et, avant, n'a su, à un moment pathétique, que renier Maurras et l'Action française qui l'avaient tiré du néant. Cette concession grossière à la démocratie n'a pas porté bonheur au Prince. Ni à nous, par ricochet.

N.A.F. — Une restauration monarchique est-elle possible ?

M.D. — Pour la raison donnée à la question précédente, je vous dirai franchement non. Ou bien alors, trouvons — sans avoir à puiser parmi les princes allemands comme ce fut la mode au XIX^e siècle — une famille qui ait montré depuis quelques générations au moins, le goût de la liberté et le dévouement désintéressé à la chose publique. Il n'en manque pas. La belle lignée des Capétiens n'est-elle pas issue d'un boucher ? Aux Etats-Unis, un obscur sentiment monarchique conduit les électeurs à voter pour les Kennedy, à reporter, de frère en frère, une certaine ferveur publique. Dommage que le dernier soit une petite crapule, sans quoi nous aurions peut-être vu dans le pays le plus démocratique du monde, se créer une dynastie intéressante.

En France, la même opération est tentée auprès des De Gaulle. Si le premier monarque de ce nom n'avait pas laissé un aussi atroce souvenir, semant la ruine, la mort et le désordre, il aurait été tentant de voir son fils prendre la succession et imposer doucement, sans heurts, une nouvelle dynastie. En fait, il faudrait passer une petite annonce dans un journal sérieux, quelque chose dans le genre : « France cherche famille honnête, dégagée d'obligations envers la gauche et la droite, non inféodée au nouveau clergé et même légèrement anticléricale. Bonne formation politique indispensable. Aucun titre exigé. Ambitieux s'abstenir. »

Une amère mélancolie

Michel Déon aime manier le paradoxe, surtout lorsqu'il cache un humour teinté de mélancolie souvent amère. Cela est dans son tempérament sûrement. Mais si l'on songe que notre société lui paraît si folle, son avenir si compromis que ce langage est le seul qui puisse lui convenir, si l'on songe également qu'il partage son temps entre la verte Irlande et la Grèce lumineuse (celle des îles), pour fuir nos horizons familiers, on comprendra mieux le ton et la manière de l'auteur des Poneys sauvages.

Faut-il prendre ses boutades à la lettre ? On se le demande parfois. Si oui, nous serions tentés d'exprimer un violent désaccord. Pourtant, tâchons de reprendre les réponses de Michel Déon en tenant compte du genre littéraire accordé à son violent pessimisme.

Apparemment, Michel Déon se refuse à établir un bilan négatif à propos de l'expérience démocratique française. Et pourtant ! En quelques mots il dresse à son encontre un réquisitoire impitoyable, apparemment sans répliques... Mais voilà justement une réplique : le chaos sanglant pourrait être fécond, il pourrait promouvoir l'apprentissage des libertés. Pour reconnaître ce mérite à la démocratie, Michel Déon se trouve dans l'obligation de construire une fausse fenêtre : évidemment comparé à la dictature, un régime qui se proclame libéral présente toujours une séduction certaine.

Mais si ce régime prétendument « libéral » ne l'était qu'en apparence ! S'il suscitait un totalitarisme savant, fondé sur les techniques les plus perfectionnées de condition-

nement ! Si tout le rite démocratique c'était Magic-Circus ! Non, Michel Déon, nous ne pensons pas que la démocratie a éduqué les Français à la liberté ; bien au contraire, elle en a fait des administrés toujours plus asservis à la machine étatique.

L'auteur des Poneys sauvages pense encore que la démocratie n'est pas responsable d'une crise de civilisation qui, au demeurant, lui paraît toujours menaçante depuis au moins 2.500 ans ! Alors là, attention ! Il est bien certain que la crise est au fond du cœur de l'homme toujours présente, toujours prête à remettre en cause des équilibres fragiles. Mais toute la question est de savoir si une certaine civilisation privilégiée ne s'est pas développée autour de la Méditerranée qui permettrait aux sociétés d'atteindre une perfection, certes relative,

Réponse à Michel DÉON

(Suite)

mais proprement unique dans l'histoire.

Alors nous pourrions affirmer que la démocratie a l'entière responsabilité de la destruction de cette civilisation. Il n'est possible de l'admettre que si l'on ne considère pas seulement en elle une forme de gouvernement (qui n'existe nulle part d'ailleurs à l'état pur), mais une véritable religion, une mystique à la fois contraire à la mystique chrétienne puisqu'elle opère un renversement de la transcendance, hostile à la raison et au sens des limites propres à la sagesse grecque, hostile à l'organisation conforme au génie romain. Si l'on admet cela, on comprend l'écrasante responsabilité de la démocratie dans cette crise manifeste

dans le désarroi des hommes seuls au sein de démopolis, l'antithèse même de la cité humaine.

Il faudrait demander à Michel Déon ce qu'il entend exactement par « intelligence instinctive », ce qu'il veut dire aussi lorsqu'il déclare que notre époque a plus besoin de « savants et de médecins » que d'intellectuels. Nous nous demandons en effet quelle conception il a de l'intelligence ; l'entend-il dans un sens nitzschéen ? Dans ce cas, nous pourrions faire les plus expresses réserves. De même ses médecins et ses savants sont-ils autre chose que des hommes de science ? Apportent-ils, en plus, l'humanisme nécessaire à notre temps ? Nous avons tout à craindre d'un nouveau scientisme, muet sur les véritables fins de l'homme.

Nous n'avons rien à répondre de bien neuf aux affirmations de la dernière partie de la réponse de Michel Déon. Ces affirmations,

d'autres les ont faites déjà dans nos colonnes. Nous y avons répondu. Pierre Boutang et Jean-François Chiappe y ont répondu également chacun à leur manière. L'auteur des Poneys sauvages ajoute aux propos de Jacques Laurent, une note d'humour, de cet humour désabusé dont nous parlions, mais qui nous paraît révéler quelque chose de profond. Brouillé avec la famille royale, Michel Déon ne parvient pas à se départir d'un royalisme de sentiment et de raison qui lui paraît tout à fait conforme à la structure même des sociétés humaines. Alors, plutôt que de se répandre en brillants paradoxes, ne conviendrait-il pas de redevenir un vrai royaliste, qui sait que la monarchie est indispensable à notre peuple, pour que renaissent ses libertés et sa civilisation ?

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

MAURRAS vu par une sous-freudienne

Maurras et l'Action française continuent à être d'excellents sujets de librairie. La collection « Esprit », du Seuil, vient de faire sortir l'ouvrage de Colette Capitan-Peter « Charles Maurras et l'idéologie d'Action française ». La maison du Seuil représente un courant de pensée fort éloigné du nôtre. Il faut cependant lui reconnaître en général une assez haute tenue intellectuelle. Cette dernière réflexion ne peut malheureusement s'appliquer à l'ouvrage sur Maurras.

L'explication de la pensée de Maurras se réduit à un postulat psycho-sociologique très simple : les idées de Maurras ne présentent aucun intérêt au niveau de l'analyse rationnelle. Elles ne sont que des masques pour justifier a posteriori un refus de la vie. Ainsi la conception maurrassienne de l'ordre est un refus de l'écoulement du temps, de l'évolution, de l'historicité. L'ordre maurrassien est une forme purement abstraite plaquée sur le vivant et niant le pouvoir créateur et les finalités intelligentes de l'être. Cette théorisation ratiocinante et desséchante que C. Capitan-Peter croit découvrir chez Maurras ne l'empêche pas imperturbablement d'affirmer que l'A.F. recherchait « la manifestation la plus

pure », la plus intemporelle aussi parce qu'instantanée de la vigueur nationale, celle de l'instinct ».

Que Maurras ait affirmé que l'ordre est l'ensemble des forces qui maintiennent l'être en vie, lui permettent de croire et de dominer la nature ne semble pas étonner C. Capitan-Peter. Qu'il ait bien expliqué, dans « Antigone, vierge mère de l'ordre », que certains pouvoirs établis sont des désordres établis parce que contraires à la nature et aux fins de l'être ne l'émue pas davantage et ne l'empêche pas d'écrire que pour Maurras les lois sont de « pures conventions sociales et politiques », que l'on peut transgresser à volonté au nom de la nation. L'auteur ne peut pas ou ne veut pas comprendre que pour Maurras il existe des lois fondamentales que l'on ne peut transgresser, que la révolte contre telle loi écrite est justifiée lorsque celle-ci est contradictoire avec les principes de philosophie politique sur lesquels toute cité doit reposer.

Mais il est vrai que les textes de Maurras ne signifient rien puisqu'ils ne sont que des symptômes de sa névrose. Maurras parle de la mort, dans son œuvre, entièrement sous-tendue par une réflexion sur la vie

et la destinée des sociétés. Il dénonce le mythe de la volonté populaire. Or Sade parle aussi de la mort et brocarde à l'occasion la volonté des foules. Cela suffit, Maurras = Sade. Maurras est un déviant sado-anal dûment inspecté par la psychanalyse de bazar de M^{me} ou M^{lle} Capitan-Peter. Et péremptoirement, elle dénonce d'autres troubles psychiques dans l'A.F., telle sa manie classificatrice et manichéenne en littérature, qui la conduit à classer les écrivains selon leur idéologie, telle aussi son impuissance logique à être un système totalisant lorsqu'elle reconnaît le génie d'un Proust, fort éloigné politiquement.

Un tel livre décourage la critique et témoigne de la liquéfaction totale d'une pensée. Notre indulgence naturelle nous porte cependant à y voir un acte courageux, un message à décrypter : visiblement l'auteur fait un transfert sur l'A.F. des perturbations psychosomatiques de sa libido, et exprime une détresse latente. Alors pourquoi ne pas engager le dialogue en lui disant comme dans « Charlie-Hebdo » : « Allez, va, viens te faire sauter ma grande ? »

Arnaud FABRE.

TRISTAN ET ISOLDE

Il y a trois ans déjà, l'Opéra de Paris avait donné « Tristan et Isolde » avec la troupe de Bayreuth et l'inoubliable couple que formaient Birgit Nilsson et Wolfgang Windgassen. Depuis un mois Tristan est de nouveau à l'affiche, la mise en scène de Wieland Wagner, bien que très critiquée, tant pour ses décors que pour les éclairages restreints ou les costumes, reste inégalable et inégalée. Ces détails scéniques n'ont qu'une moindre importance par rapport à un tel thème et que W. Wagner a parfaitement rendu. D'autre part la partition est d'une telle qualité qu'elle doit rester au premier plan.

L'extraordinaire duo du second acte fut homogène. Isolde, B. Lindholm, bonne tra-

gédienne malgré des aigus peu sûrs, et Jean Cox, dont les attaques furent un peu brusques, nous laissèrent sur une impression d'enchantement. Au troisième acte, J. Cox s'est révélé excellent acteur mais comme tout souvenir est idéaliste, on superposait le visage de W. Windgassen.

La représentation, excellente en général, comptait une Brangäne parfaite (Fussbäender) et un noble roi Marke (F. Mazura). Il est à noter que la direction de Hans Wallat fut excellente, très en nuances, et qu'il eut beaucoup de courage pour diriger un orchestre tel que celui de l'Opéra devenu anarchique. Les cuivres, et c'est surtout à eux que j'adresse ces critiques, soit ne partent pas en temps voulu, soit

n'attaquent pas tout à fait juste ; d'autre part, se déplaçant sans cesse, les instrumentistes ne peuvent être totalement imprégnés de l'œuvre.

Le troisième acte fut teinté d'une émotion qu'il est difficile d'exprimer tant on la ressent au plus profond de soi-même, et l'on comprend qu'après l'accord résolu du troisième acte, la sa'le reste quelques secondes dans un silence que l'on ne souhaite pas rompre.

Les habitués retrouvent alors, pour quelques secondes, le climat de Bayreuth, qui, souhaitons-le, fera de plus en plus d'adeptes.

Anne RICHARD.

Nous allons faire un beau voyage...

Il va partir ! Il part ! Il est parti !

Le monde entier retient son souffle, tandis qu'un satellite est spécialement chargé de retransmettre à l'Univers les images de cette rencontre historique. Je crois que si Nixon se rendait jusqu'au fond des enfers pour rendre visite à Satan, la sensation causée ne serait pas plus vive. Au cours de ces dernières années le seul événement qui ait connu un retentissement comparable est le « premier pas » de l'homme sur la Lune.

Les augures de tous genres sont venus conseiller le voyageur. Notre thuriféraire national de la Culture est allé éclairer le président Nixon. Si son avis éclairé coïncide avec ce qu'il jugea bon de déclarer sur nos petits écrans, sa banalité n'aurait d'égal que l'emphase avec laquelle il le présenta. C'est peut-être là, après tout, le meilleur moyen d'être sur la même longueur d'onde que le petit livre rouge.

En somme il estime que les Chinois ont actuellement mieux à faire que de continuer la révolution et que les Etats-Unis sont bien placés pour les aider à s'industrialiser. Je souscris à ce souhait pieux, mais correspond-il à la volonté des Chinois ? Rien n'est moins sûr. J'ai toujours eu peu de confiance en ces experts à la Chine, qui ne parlent pas un mot de chinois, pas plus d'ailleurs que je n'ajouterais, je l'avoue, un grand crédit à un spécialiste de Shakespeare qui ignorerait l'anglais.

Embouchant la trompette du triomphe, la *Nation* rappelle que c'est De Gaulle qui fut l'instigateur de ce voyage. Espérons donc qu'après avoir accompli sa mission, Nixon reconnaissant viendra déposer une gerbe à Colombey.

**

Ceci dit, que faut-il penser de ce voyage ? Devant l'enthousiasme de ses compatriotes, Nixon a cru bon de les prévenir honnêtement, qu'il ne fallait s'attendre à rien de très spectaculaire. Modestie, prudence excessive ou sens aigu des réalités ? En fait les dés sont pipés et la partie est jouée

d'avance par le truchement du dévoué Kissinger. Si le dénouement réserve une surprise, ce sera au bénéfice du spectateur, mais elle ne saurait étonner acteurs et comparses.

Cette rencontre historique a été méticuleusement préparée, elle est en fait le point culminant d'une série de nouvelles à sensation qui jalonnèrent l'année écoulée, et annoncèrent, semble-t-il, un tournant capital dans les relations sino-américaines.

La première en date fut l'annonce surprenante qu'une équipe de ping-pong américaine était invitée en Chine, du 10 au 17 avril dernier. Après avoir été, depuis vingt ans, hermétiquement fermée à toute pénétration américaine, voici que la Chine soulevait un coin du rideau de bambou. La manière quasi officielle dont les joueurs américains furent reçus en Chine, où ils rencontrèrent Chou En-lai, démontra bien, et personne ne s'y trompa, l'importance que la Chine accordait à ce geste de détente.

Mais la surprise causée par cette nouvelle n'était rien à côté de celle que produisit le 15 juillet suivant, la déclaration solennelle faite par le président Nixon de son intention de répondre à l'invitation du président Mao et de se rendre à Pékin. Il faut peut-être noter que Chou En-lai a récemment déclaré que cette invitation ne faisait que répondre à un désir formulé par le président Nixon. Le secret avait été bien gardé et personne n'avait eu connaissance du voyage éclair du conseiller Kissinger à la capitale de la Chine.

Le monde réalisa alors qu'un changement indéniable allait se produire dans l'équilibre des forces existant entre les puissances mondiales. Allait-on vers un spectaculaire renversement des alliances ?

**

Et cela d'autant qu'en Chine même des indices semblaient indiquer aux observateurs attentifs que quelque chose bougeait.

Ce fut d'abord à la fin septembre l'annonce laconique de la suppression à Pékin du défilé traditionnel du 1^{er} octobre, et

dans l'absence de tout commentaire officiel les spéculations purent se donner le champ libre. Ceux qui croient que les miracles ne se produisent que dans la gauche tendaient à penser que la disparition des éléments durs du régime amènerait une transformation de l'intérieur qui aboutirait à faire du communisme chinois quelque chose de moins excessif et de plus humain. Rien ne permet jusqu'à ce jour de conclure à un adoucissement, la seule constatation certaine était qu'un important remaniement était en train de s'effectuer au sommet, sans que cette querelle de palais ne semble apporter d'ailleurs aucun trouble visible dans la vie quotidienne du peuple chinois.

Bientôt filtra la nouvelle de l'élimination politique du maréchal Lin Piao, le dauphin du régime. Un dar s'il en fut. La nouvelle, un peu retardée, de l'accident survenu à un avion chinois en Mongolie (12 septembre), donna à penser à d'aucuns que le maréchal aurait été abattu alors qu'il s'enfuyait à bord d'un avion de l'armée chinoise. Depuis un parlementaire français aurait appris que le maréchal en disgrâce serait toujours vivant. Un tel témoignage de 10^e main n'a d'ailleurs qu'une valeur des plus relatives. Le sort de Lin Piao est d'ailleurs secondaire, car le seul fait important est sa disparition de la scène politique et l'ascension de son rival Chou En-lai, qui semble bien être devenu l'homme fort de l'actuel gouvernement. Or, depuis les entretiens de Genève, Chou En-lai jouit indiscutablement d'un préjugé favorable dans le camp occidental. C'est un homme très intelligent, courtois, que l'on suppose sans doute à tort, d'être moins dur que les autres. En tout cas il est compréhensif et paraît un interlocuteur valable.

Enfin, le 25 octobre, la Chine populaire était admise aux Nations Unies, d'une manière qui parut peut-être d'ailleurs un peu trop spectaculaire aux gouvernants américains, très humiliés d'avoir à se déjuger et de se voir obligés de laisser chasser ignominieusement de l'O.N.U., leurs alliés Nationalistes. Dès la première session où le nouveau membre siégea à l'Assemblée mondiale, un violent duel verbal opposa la Chine à la Russie. Lors du conflit indo-pakistanaï on vit la Russie prendre le parti de l'Inde tandis que la Chine se rangeait du côté des Etats-Unis en faveur du Pakistan. Cela au nom du droit des peuples à régler seuls leurs différends de politique intérieure : position qui suscita le haro, tant des communistes de tendance moscovite que des gauchistes extrémistes occidentaux. On pourrait en effet rétorquer que l'existence d'un Etat constitué d'une manière aussi monstrueuse que le Pakistan devrait être condamné par les communistes comme une séquelle du colonialisme.

Certes, il est permis d'espérer que la détente succédant à cette rencontre favorisera la paix du monde. Mais en fait de quoi s'agit-il essentiellement pour les deux interlocuteurs sinon de faire, au bénéfice de leur opinion publique, un geste spectaculaire.

François MARTIN.

Moralement solidaires, mais pas plus

Le gouvernement U.S. avait décidé de suspendre les travaux de la conférence de Paris, à cause de la tenue à Versailles de « l'Assemblée mondiale pour la paix et l'indépendance des peuples d'Indochine ». Il n'y avait pourtant pas de quoi fouetter un chat. L'absence des délégués chinois et du Front de Solidarité Indochine, animé par les trotskystes, n'a pas suffi à assurer la concorde. M. Thiounn Prasith, délégué du G.R.U.N.C. (1), demanda en vain la reconnaissance de son gouvernement par l'U.R.S.S. et les pays de l'Est... qui continuent à soutenir celui de Pnom-Penh.

La motion finale fut un chef-d'œuvre : « Le seul gouvernement légal qui représente authentiquement le peuple cambodgien est le G.R.U.N.C., qu'il serait souhaitable de voir reconnaître universellement. »

Conformément à la tradition, alors que les puissants délibéraient, le peuple défila de la République à la Bastille (13 février 1972). La « manif pour le Vietnam » fait désormais partie de la liturgie du P.C., avec la fête de l'Huma et la remise des cartes. Le F.S.I., lui, va « mobiliser » contre l'agression américaine, mais la mobilisation n'est pas la guerre. Cela leur permettra d'oublier qu'ils sont incapables de faire la révolution en France, et que pour le Vietnam on ne leur demandera pas leur avis. On ne le demande déjà pas aux intéressés.

(1) Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge.

Du côté des Etats-Unis il est évident qu'il constitue une propagande remarquable en cette année d'élections présidentielles. Renonçant au rôle de gendarme, gardien de la paix du monde qu'ils s'étaient attribués, les Etats-Unis reviennent (et ce n'est pas forcément un progrès en soi) à une attitude plus proche de celle de la doctrine Monroe. Il faut donc aboutir à un désengagement au Vietnam, or aucune solution sauvant la face des Américains ne peut être trouvée sans un accord ou au moins un agrément tacite de la Chine. Si ce voyage n'obtient aucun résultat concret, il démontrera du moins aux électeurs que le président aura fait tout son possible pour obtenir la paix, et ce seul geste aura une valeur de propagande inestimable.

De l'autre côté, bien qu'il soit difficile d'estimer avec certitude les raisons d'agir d'un peuple aussi secret que la Chine, on peut sans crainte de se tromper, affirmer que pour les Chinois aussi c'est l'impact de ce geste sur leur propagande et leur politique intérieure qui vient au premier plan de leurs préoccupations. Certes, il n'est pas inutile à un moment où un conflit idéologique et frontalier oppose la Chine à son voisin russe, de se tenir à carreau et d'obtenir une amélioration dans leurs relations avec la puissance d'outre-pacifique. Une détente dans le Sud-est asiatique, si la Chine la patronne, pourrait être portée à son crédit et donc servir utilement la propagande interne.

Car en fait, dans un peuple si fermé à toute influence extérieure, que la presse de l'Empire du milieu ne fit pas même mention de la grande première de l'homme sur la Lune, c'est l'argument que la propagande peut tirer d'un événement qui en fait toute la valeur. La Chine va donc certainement exploiter la venue de Nixon à Pékin comme un instrument de propagande interne et un moyen d'accroître son prestige auprès de ses alliés. Aux yeux de l'homme de la rue c'est une grande victoire morale que de voir Nixon se rendre à Canossa, et reconnaissant ainsi implicitement ses torts et le bon droit du peuple chinois. N'oublions pas que dans un temps pas tellement lointain, les Empereurs de Chine affectaient de reconnaître les ambassadeurs des pays étrangers comme les envoyés d'Etats vassaux venant rendre hommage à leur suzerain. Cette fiction était d'autant mieux accréditée que nombre de marchands désireux de commercer avec la Chine ne pouvaient avoir de visas qu'en se faisant passer pour diplomates, subterfuge qui ne les gênait guère.

Certes, la Chine est trop policée pour venir clamer sa victoire avec ostentation, mais l'amour-propre de chaque Chinois sera aimablement flatté de voir le plus grand souverain d'Occident venir rendre allégeance au président de la Chine éternelle.

Au risque de passer pour un rabat-joie cette réédition sous forme moderne de l'entrevue du Camp du Drap d'Or sera comme elle sans lendemain, si tout n'a pas été déjà réglé dans le secret de la diplomatie.

Yann KERLANNE.

le mouvement royaliste

SECTIONS VII^e - XV^e

CLAMART - ISSY - VANVES

Dîner-débat le vendredi 25 février sous la présidence de M^r G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'Action française, avec la participation de M^r Marc Valle, journaliste à *Combat*, Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F. et Bertrand Renouvin.

Thème du débat : Une nouvelle enquête.

Restaurant « Le Sélect », 5, rue du Doct.-Jacquemaire-Clemenceau, Paris (15^e).

Inscription jusqu'au 20 février auprès de Pierre Arvis, 199, rue de Lourmel, Paris (15^e). Téléphone : 531-90-20.

Prix du couvert : 35 F.

Etudiants : 25 F.

PARIS VIII^e - XVII^e

Réunion le mardi 22 février à 21 h, Caves Pétrissan, 30, avenue Niel, 17^e. Campagne « Sauver Paris ». Préparation de la sauvegarde du Parc Monceau.

GRENOBLE

« Pour les communautés de travail : la Monarchie ». Conférence de Bertrand Renouvin le samedi 11 mars à 20 h 45, salle de la rue Millet.

NANTES

La Fédération départementale de Loire-Atlantique de la N.A.F. organise un cocktail-débat avec M^r Georges-Paul Wagner, président du Comité directeur de l'Action française, le 1^{er} mars.

TOURS

Le vendredi 25 février, conférence de Pierre Mauquin sur le thème « Changer la vie », salons de l'Hôtel Métropole, 16, place du Palais.

AIX

Permanence tous les jours de 13 h 30 à 18 heures et de 15 h 30 à 19 h 30, 14, rue du Bon-Pasteur.

Cercle étudiant : le jeudi de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Maurin, rue Papassaudi, 13 - Aix.

BRETAGNE

Permanence le jeudi à 16 heures, au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage sous le porche), 35 - Rennes.

FÉDÉRATION DU NORD

PAS-DE-CALAIS

Permanence à Lille, 37, rue Alexandre-Leleux (2^e étage), le samedi de 18 heures à 19 h 30 et le jeudi de 18 heures à 19 heures.

notre circuit de distribution

AUBE

La Civette, place Maréchal-Foch, 10 - Troyes.

A la Grosse Pipe, 1, rue Juvenel-des-Ursulines, 10 - Troyes.

Le Balto, 51, rue de Turenne, 10 - Troyes.

Au Pacha, 50, rue Colonel-Driant, 10 - Troyes.

Le Fontenoy, rue Général-de-Gaulle, 10 - Troyes.

M^{me} Robin, Maison de la Presse, 10 - Piney.

Au Petit Caporal, avenue Pasteur, 10 - Brienne.

M^{me} Corrad, Tabac, 10 - Marcilly-le-Hayer.

Le Longchamp, rue de Paris, 10 - Arcy-sur-Aube.

INDRE-ET-LOIRE

L'Astragale, 4, rue Victor-Hugo, 37 - Tours.

ISÈRE

France Agence, place Victor-Hugo, 38 - Grenoble.

K'Store, cours Berriat, 38 - Grenoble.

JURA

La Maison de la Presse, 17, place de la Liberté, 39 - Lons.

SARTHE

La Brocéliande, 21, rue de la Reine-Bérengère (vieille ville), 72 - Le Mans.

La campagne « Sauver Paris » a suscité en province, chez nos militants, quelques réactions parfaitement légitimes du style « Et nous ? ».

Il va sans dire qu'elle doit être étendue à l'échelon national. Ce sont toutes nos cités, toutes nos régions qui doivent être protégées contre la dégradation de la qualité de la vie. L'A.F. doit être présente pour lutter contre le sabotage de la Côte Aquitaine, l'assassinat de la Côte d'Azur ou la construction de cette tour de 90 mètres qui va massacrer le site de la vieille ville de Tulle. Des dossiers sont à l'étude et nous invitons d'urgence tous nos militants à nous communiquer toutes les informations qui pourraient les étayer.

Des chouans pour l'an deux mille ?

I. La chouannerie, révolte progressiste

Les chouans ? Ils ont peuplé mes cahemars d'enfant. A la maison, on ne les appelait d'ailleurs que les « brigands ». Quand je ne voulais pas dormir, ma grand-mère me disait : « Si tu n'es pas sage, les brigands viendront te chercher et ils t'emporteront dans les bois. »

Les haines ancestrales demeuraient vivaces. Grand-mère refusait de donner sa pratique à « l'épicière du curé ». Elle préférait faire cinq cents mètres de plus pour acheter son huile et son café chez un commerçant qui ne fréquentait pas « le bon Dieu des calotins ». Il y avait pour elle deux bons Dieux, celui qu'on trouvait à l'Eglise et l'autre, ce Jésus-Christ qui aimait les pauvres, qui voterait républicain s'il revenait parmi nous. Le samedi soir, après la paye, grand-père vidait sa chopine à la buvette des bleus.

Plus tard, j'ai connu la communale. Dans la cour de récréation, je n'ai pas joué au gendarme et au voleur mais au brigand et au patriote. Le jeu continuera longtemps. Que l'on ne s'y trompe pas. En 1944 encore, pour nous, gens de l'Ouest, c'était la « grande guerre », celle de 1793, que nous poursuivions, le combat des mêmes contre les mêmes.

Si je suis devenu royaliste, c'est que le jeu de mon enfance a fini par se brouiller. Sous la conduite des curés et des notables, nos blancs sont devenus sournoisement démo-chrétiens. Demain, s'ils ne se débarrassent pas de la tutelle des bons messieurs, on les retrouvera du côté de chez Mitterrand. Bleu de Vendée, instruit par des instituteurs qui m'ont donné le culte de la déesse France, même affublée d'un ridicule bonnet phrygien, je suis resté ce que j'étais, un patriote et pour rester patriote, il m'a fallu devenir nationaliste et pour devenir nationaliste m'accepter royaliste. J'ai retrouvé des fils de blancs et j'ai découvert que leur chemin n'avait guère été plus facile que le mien. Pour rester blancs, ils ont été obligés de rejoindre un positiviste, un agnostique, un intraitable rebelle que l'Eglise devait condamner et l'Etat enfermer. Par Maurras, fils de bleus ou de blancs, nous avons pu nous rejoindre, au-delà des catégories politiques et des différences sociales dans une contestation radicale de l'Etat.

Je n'évoque ce cheminement que pour mieux aborder un livre capital, *Paysans de l'Ouest* (1), de Paul Bois. Il démontre que les chouans, ces brigands, n'étaient nulle-

ment des arriérés, que leur ignorance aurait soumis à la domination des curés et des aristocrates mais bien plutôt des paysans d'avant-garde, progressistes si l'on veut, et, en tout cas « réformateurs », qui se sont dressés contre une révolution qui, loin de supprimer les « abus » de l'ancien régime, les aggravait, au point de les rendre intolérables. Dans cette perspective, la chouannerie apparaît comme la première grande révolte contre le libéralisme et Cathelineau devient le frère aîné des communistes. (2)

Paul Bois appartient à l'école des « historiens non-événementiels » qui s'intéresse moins aux « événements » (guerres, traités, etc.) qu'aux structures économiques, sociales, culturelles. Pour étudier la chouannerie, il n'est pas parti des « faits » relatés par les mémorialistes mais d'une constatation toute simple, celle que j'évoquais au début de cet article et qui garde encore une certaine actualité : l'opposition persistante du comportement politique des descendants des « patriotes » et de ceux des « brigands ». Il a choisi comme objet d'étude un département partagé, celui de la Sarthe, dont l'Ouest est demeuré jusqu'à nos jours, de « droite » et l'Est, de « gauche ». En 1793, l'Ouest était déjà chouan, l'Est républicain. Or le régime de la propriété est le même à l'Ouest qu'à l'Est, et le mode d'existence très voisin.

L'examen des cahiers de doléances de 1789 prouve néanmoins qu'à cette époque c'était l'Ouest du département et non l'Est qui se prononçait avec le plus de vigueur en faveur d'une profonde réforme de la France monarchique. Nulle part, dans le futur département de la Sarthe, l'impopularité des ordres privilégiés ne semble plus forte. En particulier, le clergé et surtout les convents se voient reprocher une richesse excessive. A l'Est, au contraire, les protestations restent modérées. Les paysans n'attaquent guère la noblesse ou le clergé. Leurs revendications sont purement locales.

Mais regardons les choses de plus près. Dans l'Ouest, les terres sont meilleures, la paysannerie plus industrielle. C'est elle qui, grâce au chaulage des terres, progressera la plus vite. Dans l'Ouest aussi se trouvent les principaux domaines que gèrent les moines. Il est dommage que Paul Bois n'ait pas poussé assez loin son enquête. Nous ignorons si le nombre d'analphabètes est moins grand dans l'Ouest que dans

l'Est, mais c'est assez vraisemblable. A une paysannerie encore misérable s'oppose donc une société agraire vigoureuse, consciente d'elle-même, soucieuse du bien public et c'est elle qui va chouanner.

Etrange renversement pour qui prétend plier l'histoire aux schémas du matérialisme historique. Les paysans de l'Ouest du département de la Sarthe, en 1789, se portent de l'avant. Ils veulent des réformes. Leur déception sera cruelle. Puisqu'ils possèdent de l'argent, ils rêvent d'acheter des biens nationaux. Ceux-ci passent entre les mains des bourgeois, des habitants des villes qui par contre ne s'intéressent guère aux terres, plus pauvres, de l'Est. Ils trouvaient trop lourds et injustes les impôts de la monarchie. La république leur en impose d'autres, encore plus lourds et à leurs yeux plus injustes. Qui plus est, la république ramène la famine. Les paysans de l'Ouest sont vendeurs de grains, car ils disposent d'excédents. On leur impose la taxation. Par un réflexe habituel, ils réduisent les emblavures ; les voici ennemis du peuple. Par-dessus le marché, on leur prend leur curé réputé non-jureur. Ils ne sont pas particulièrement pieux, mais ce curé était l'un des leurs et voici qu'en matière de religion on prétend leur imposer des hommes des villes. Qu'on prétende de surcroît leur prendre leurs fils pour les envoyer à la guerre et les voici qui passent à l'émeute.

Il y a eu chez les futurs « chouans », la même déception que chez les artisans parisiens qui fourniront les « communistes », le sentiment d'avoir été dupé par la bourgeoisie. Simplement, ils se laisseront duper moins longtemps. Ainsi que l'écrit Paul Bois : « Quel a été pour les paysans l'apport de la révolution ? Ils seront des hommes libres mais libérés de qui ? Qu'y aura-t-il de changé dans leur vie ? » Ces interrogations, nous les retrouverons en 1848 et en 1871 chez les prolétaires de Belleville ou de Javel.

(A suivre.)

Pierre DEBRAY.

(1) Paul Bois, *Paysans de l'Ouest* (Flammarion).

(2) Avec cette double différence que Cathelineau fut un grand chef de guerre et que son cerveau n'était pas embrumé par l'idéologie.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

La semaine prochaine, la réponse de

Christian DEDET, écrivain.